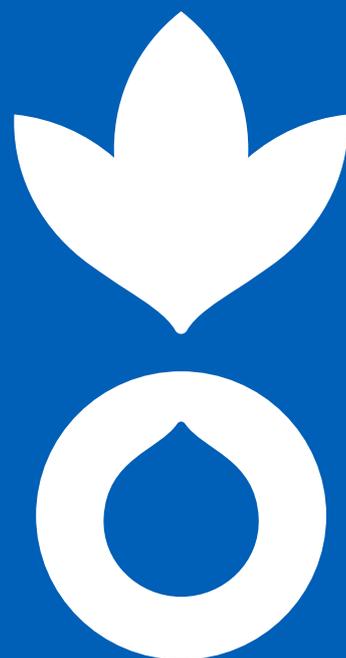


# BULLETIN DE SUIVI DES MICRO-ENTREPRISES SOUTENUES DANS LA MOUGHATAA DE BASSIKOUNOU EN MAURITANIE



## POINTS SAILLANTS

- Forte dépendance des micro-entreprises aux subventions extérieures
- Faible capacité de résilience économique des acteurs économiques soutenus.
- Coût élevé du circuit d'approvisionnement des intrants
- Faible recours aux dispositifs de financement de proximité
- Besoin constant d'un accompagnement personnalisé en entrepreneuriat et en gestion financière
- Nécessité de promouvoir et de structurer les instruments financiers communautaires



## TABLE DES MATIERES

Points saillants .....	1
Introduction .....	3
Sources de Données.....	3
Plateformes de visualisation et de téléchargement.....	4
Suivi mensuel de la performance des micro-Entreprises.....	5
Statistique sur les entrepreneurs ayant répondu .....	5
Niveau d'activité des micro-entreprises .....	6
Ensemble des secteurs d'activité.....	6
Agriculture.....	6
Artisanat .....	7
Commerce général .....	7
Élevage.....	8
Équipement et énergie solaire .....	8
Difficultés rencontrées par les entrepreneurs.....	9
Aides aux micro-entreprises.....	10
Outils de gestion des micro-entreprises .....	12
Épargne et investissement pour le développement des micro-entreprises .....	12
Conclusion.....	14
Recommandations .....	14
Informations et contacts .....	15
Financements .....	15

## INTRODUCTION

Ce système de suivi des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou, wilaya de Hod El Chargui en Mauritanie a été élaboré dans le cadre du projet de « Renforcement de la protection et inclusion socio-économique ainsi que la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiés Maliens en Mauritanie » financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La composante « moyens d'existence et inclusion socio-économique » de ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des communautés hôtes et des réfugiés au tissu économique local, de renforcer leur autonomie financière et leur participation active à leur société.

À cet effet, le HCR a soutenu en 2023, la mise en place de 67 micro-entreprises au camp de M'berra et hors-camp. Afin de garantir la viabilité et le développement durable de ces microentreprises, la mission d'ACF en Mauritanie a développé un dispositif numérique de suivi et d'accompagnement de ces entrepreneurs.

Ce système de suivi numérique par Telerivet est mis en œuvre avec le support technique du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ACF-ROWCA).

## SOURCES DE DONNEES

Les données sont collectées au niveau de 56 micro-entreprises réparties dans la moughataa de Bassikounou et en particulier au camp de M'berra (53 micro-entreprises), mais aussi dans les localités de Bassikounou (1) et de Al Adala (2) (Figure 1).

Les micro-entreprises sont regroupées en 6 secteurs d'activités : Agriculture (2), artisanat (4), commerce général (12), élevage (26), équipement et énergie solaire (10) et service (2).

La fréquence de collecte est mensuelle et le questionnaire est adressé directement et automatiquement aux entrepreneurs par SMS. Ce questionnaire comporte une quinzaine d'indicateurs portant sur l'activité de l'entreprise, sur les ressources humaines, sur la rentabilité de l'entreprise, sur la capacité à honorer les dettes, sur les aides demandées et obtenues, sur la capacité et le type d'épargne, sur les problèmes rencontrés incluant l'approvisionnement et sur la capacité d'investissement.

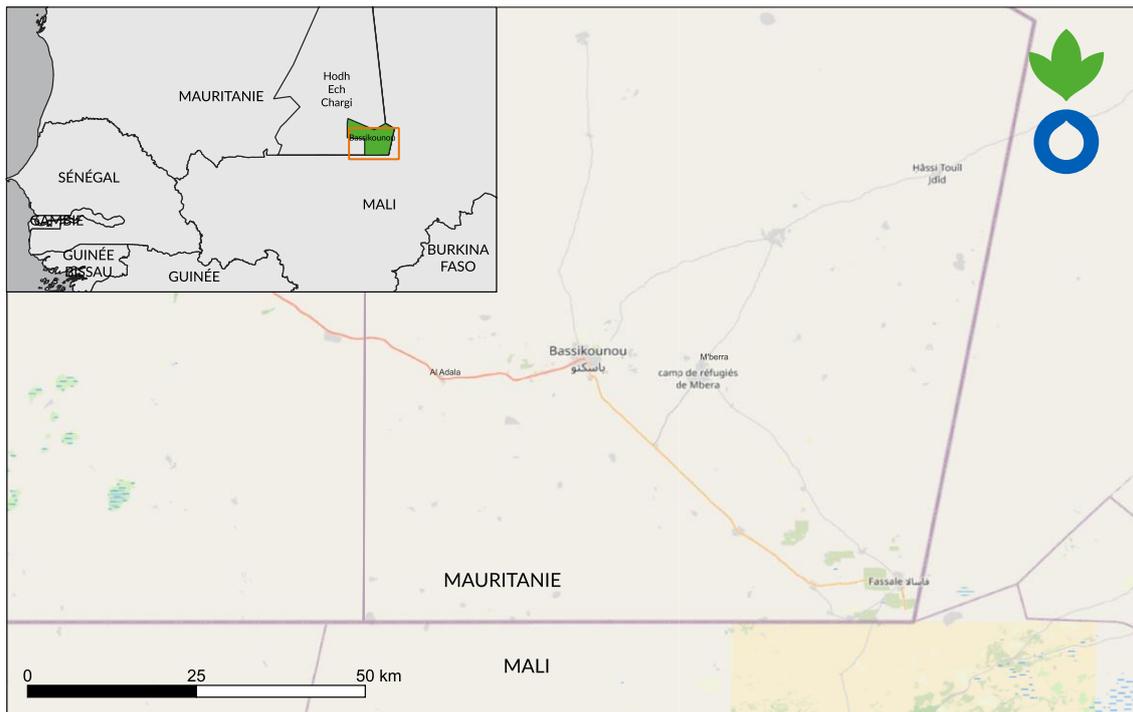


Figure 1 – Carte de localisation des activités

## PLATEFORMES DE VISUALISATION ET DE TELECHARGEMENT

Un tableau de bord pour visualisation et analyse des données est mis à jour régulièrement et accessible publiquement au lien suivant :

Tableau de bord de suivi des micro-entreprises à Bassikounou

Les données collectées sur le terrain sont téléchargeables sur ce lien :  
Mauritanie : [Données de Suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Ces données sont accessibles librement à des fins humanitaires ou de recherche. L'exploitation commerciale de tout ou une partie de ces données est interdite. Aucune compensation ne peut être exigée en échange de la diffusion de ces données.

Action Contre la Faim (ACF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) doivent être mentionnés lors de l'utilisation de ces données.

## SUIVI MENSUEL DE LA PERFORMANCE DES MICRO-ENTREPRISES

### STATISTIQUE SUR LES ENTREPRENEURS AYANT REPONDU

Pour le mois d'avril 2025, 25 entrepreneurs soutenus (refugiés et communauté hôte) ont répondu au sondage mensuel de suivi dont une majorité de femmes entrepreneures (57%) (Figure 2). Ce qui représente un taux de 45% de l'ensemble des microentreprises suivies. Cette forte représentation des femmes montre davantage leur intérêt au dispositif de suivi mis en place et également, leur plein engagement au processus d'autonomisation socio-économique, dans leur communauté. Cependant, sur cette période, il y a une baisse du nombre de répondant par rapport à la période précédente. Ce qui peut être justifié par les pressions liées à la période de soudure qui les amènent vers d'autres priorités ou activités de survie.

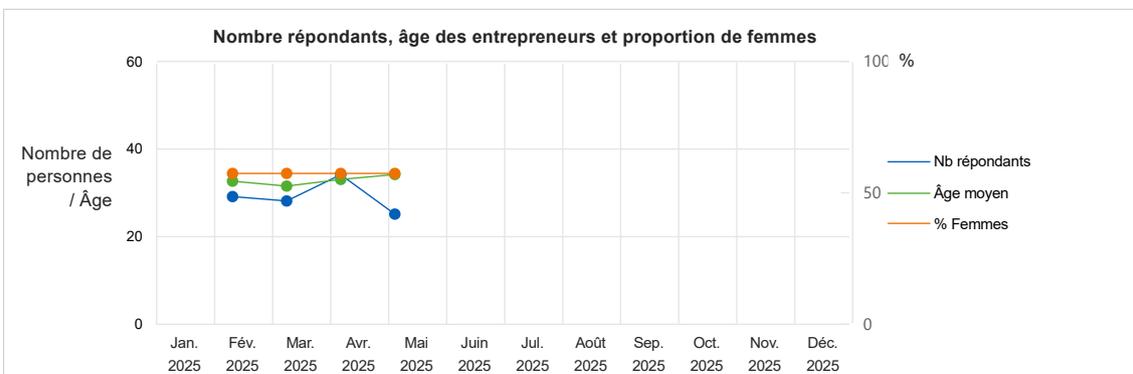


FIGURE 2 - STATISTIQUES SUR LES REpondANTS

L'effectif moyen des micro-entreprises ayant répondu au sondage est d'environ 4 personnes (Figure 3). Ce chiffre inclut généralement l'entrepreneur principal, des membres de la famille ainsi que de potentiels employés ou des travailleurs saisonniers ou payés à la tâche. Cette légère hausse du nombre des personnes (3 en mars 2025) travaillant ces entreprises montre que ces micro-initiatives économiques sont en transition vers des petites structures formelles reposant sur le dynamisme du tissu économique local.

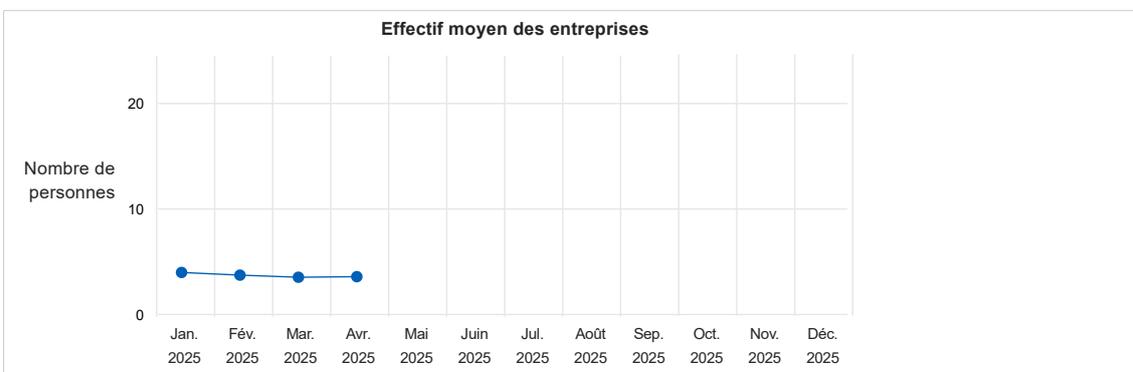


FIGURE 3 - EFFECTIFS DES ENTREPRISES

## NIVEAU D'ACTIVITE DES MICRO-ENTREPRISES

### ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITE

Pour l'ensemble des 25 entrepreneurs interrogés, les niveaux d'activité et de rentabilité de leurs entreprises sont globalement au-dessus de la normale. Ce niveau de satisfaction concerne spécifiquement les activités agricoles, artisanales, commerciales et d'élevage (Figure 4). Ces seuils sont légèrement au-dessus de ceux du mois précédent, pour les mêmes secteurs. Cette amélioration montre une petite relance des activités dans ces secteurs et aussi, un renforcement des capacités des entrepreneurs à faire face aux chocs économiques.

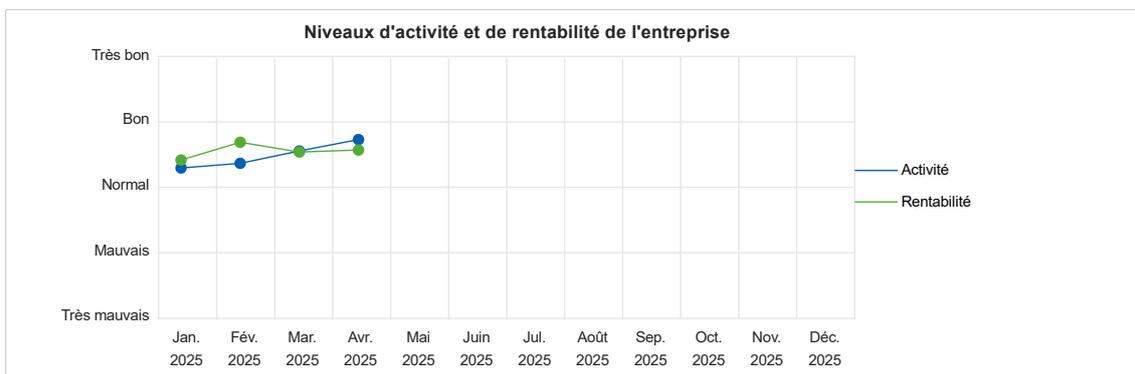


FIGURE 4 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITE CONFONDUS

### AGRICULTURE

La figure 5 indique que le niveau des activités agricoles est resté rentable sur les 03 derniers mois de suivi. Cette bonne performance de ce secteur peut montrer une amélioration de la sécurité alimentaire des communautés voire de la stabilité des revenus facilités ainsi par le paiement des engagements financiers.

Toutefois, seul un agriprenneur a répondu aux questionnaires soulignant un manque d'outils de gestion de son entreprise. Ce qui constitue des risques opérationnels voire financiers importants lors de la prise de décisions. De plus, cette situation témoigne le manque d'éducation financière de cet acteur économique et/ou d'une défaillance du dispositif d'accompagnement mis en place. Cet agriprenneur déclare avoir pour unique source de financement les subventions des ONG pour accroître ses activités mais il souligne la cherté des matières premières ou des intrants agricoles essentiels à la production et la vente des produits agricoles.

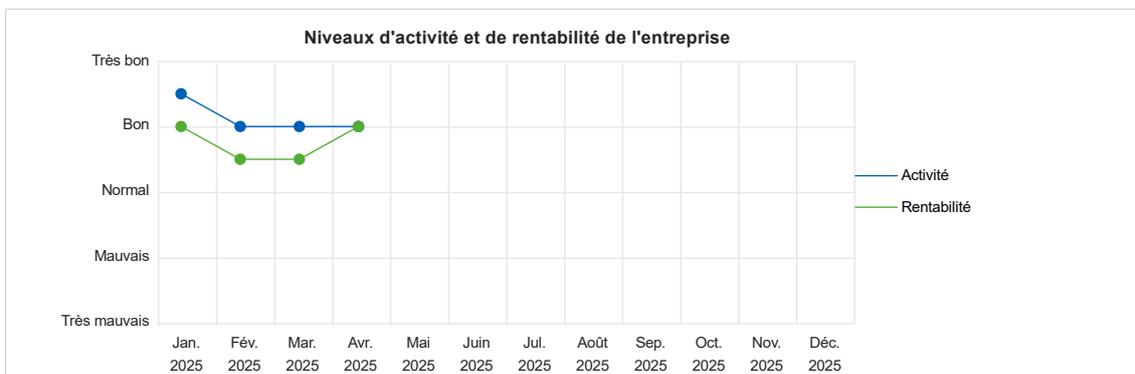


FIGURE 5 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

## ARTISANAT

La rentabilité et le niveau des activités artisanales présentent une tendance à la hausse comparativement au mois précédent. Cette progression est motivée par le dynamisme du secteur, la valorisation des savoir-faire et des produits locaux, dans ces localités. Cependant, seuls 67% des interrogés honorent leurs créances, ce qui soulèvent des inquiétudes quant à la viabilité de ces micro-entreprises.

Par ailleurs, les entrepreneurs interrogés déclarent avoir utilisé les outils de gestion mise à leur disposition, renforçant ainsi leurs cultures et compétences entrepreneuriales. Enfin, ces entrepreneurs ont rapporté une augmentation du coût des matières premières indispensables à la fabrication et la commercialisation des produits artisanaux. Ce qui pourrait compromettre la rentabilité à moyen terme.

Pour 66% des entrepreneurs interrogés, les principales sources de financement pour le développement des micro-entreprises tournent autour des subventions des ONG (33%) et des apports personnels ou familiaux (33%). Cette répartition révèle une forte dépendance aux financements externes et informels.

En revanche, 33% des sondés n'ont réalisé aucun investissement sur cette période. Ce qui pourrait montrer une capacité d'épargne réduite ou un difficile accès aux services financiers formels ou informels. Aussi, cette situation constitue une source de vulnérabilité économique pour ces entrepreneurs.

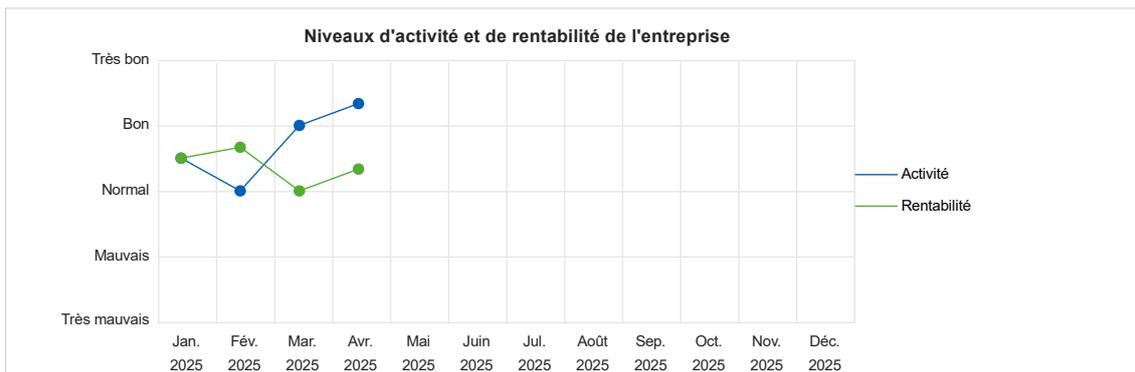


FIGURE 6 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

## COMMERCE GENERAL

Les six (06) micro-entreprises développant des activités commerciales sans valeur ajoutée sont toutes tenues par les femmes. Ces micro-entreprises ont connu une baisse de leur niveau d'activité et de leur rentabilité. Cette situation montre un niveau élevé de concurrence pour la revente des produits, dans ces localités. Ce qui les rend plus vulnérables aux fluctuations du marché et à la baisse du pouvoir d'achat des communautés, tout en limitant leurs capacités à honorer leurs engagements financiers. Malgré les difficultés, 83 % de ces entrepreneures ont réussi à honorer leurs dettes auprès des fournisseurs. Ce qui est en baisse par rapport au mois précédent.

Pour le développement de leurs activités, les entrepreneures interrogées déclarent avoir recours aux microcrédits (20%), aux apports personnels ou familiaux (40%) et aux crédits fournisseurs (20%). Ce qui souligne une forte dépendance aux ressources personnelles peu rassurantes, un faible accès aux crédits formels et une relation de confiance entre ces entrepreneures et les fournisseurs.

Cependant, l'absence d'investissement chez une partie des répondantes (20%) témoigne d'une fragilité économique persistante, susceptible de freiner la croissance de leurs activités, surtout en période de soudure et donc de vulnérabilité sociale élevée. La majorité de ces entrepreneures (80%) utilisent les outils de gestion témoignant ainsi leur bon niveau de culture ou discipline entrepreneuriale.

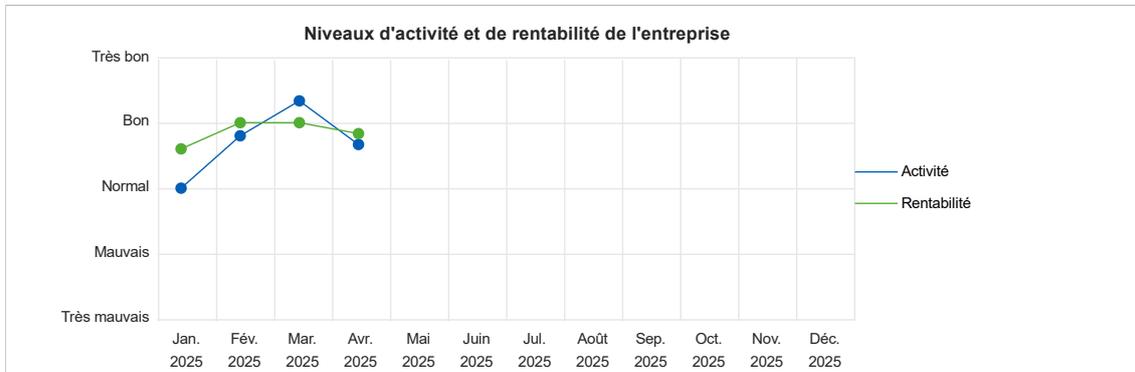


FIGURE 7 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE GENERAL

## ÉLEVAGE

La figure 8 montre que les micro-entreprises exerçant dans le domaine de l'élevage présentent un niveau de rentabilité et d'activité en baisse par rapport au mois précédent. Cette tendance baissière s'explique par le difficile accès aux marchés et aux infrastructures locales, la hausse des coûts des aliments pour bétail voire des services vétérinaires. De ce fait, cette situation a également limité les capacités de ces éleveurs à honorer leurs engagements financiers. Toutefois, la plupart de ces entrepreneurs, dont la moitié sont des femmes, mobilisent leur épargne personnelle (43%) pour couvrir les dépenses courantes, dans l'espoir de relancer efficacement leurs activités.

En sus, ces entrepreneurs sollicitent des subventions additionnelles des ONG (64%) et des aides familiales (7%) pour faire face à cette période de soudure. Parmi ces acteurs, 29% de ces entrepreneurs n'ont sollicité aucune aide. Ce qui peut expliquer une volonté d'autonomie ou une absence d'offre de services financiers disponibles et/ou accessibles.

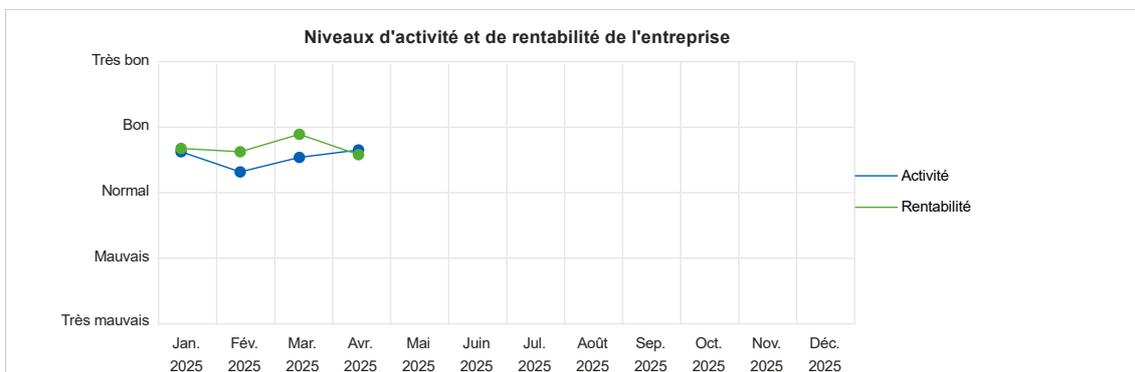


FIGURE 8 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ELEVAGE

## ÉQUIPEMENT ET ENERGIE SOLAIRE

La seule micro-entreprise développant des activités dans ce secteur des équipements et de l'énergie solaire affiche un faible niveau de rentabilité malgré une augmentation du volume des activités. Cette situation montre une saturation du marché, la non-maîtrise des coûts ou des marges bénéficiaires, probablement lié à des charges élevées, des prix

peu compétitifs ou un manque d'optimisation des ressources. De plus, cet entrepreneur n'a réalisé aucune épargne et n'a pu honorer ses engagements. La non-utilisation des outils de gestion adaptés pourrait limiter la capacité de cette entreprise à prendre des décisions éclairées, à maîtriser ses coûts et à veiller sur sa viabilité.



FIGURE 9 - ACTIVITES ET RENTABILITE DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'EQUIPEMENT DE DE L'ENERGIE SOLAIRE

## DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES ENTREPRENEURS

Les entrepreneurs interrogés déclarent connaître des difficultés au niveau du circuit d'approvisionnement. Ces principaux obstacles concernent la cherté des intrants ou matières premières (56%), la lenteur dans la livraison de ces intrants (12%) ainsi que leur rareté (12%) sur le marché local. Ces résultats expliquent la cherté et la rareté des matières premières ou intrants, souvent aggravées par l'éloignement des zones d'approvisionnement d'avec les zones d'exploitation ou la faiblesse des réseaux logistiques (le plus souvent lié au transport) créent un environnement de dépendance et d'exploitation instable, pour les micro-entreprises de production opérant dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat, de l'élevage voire de l'énergie solaire.

Par ailleurs, la dépendance aux subventions, exprimée par près de la moitié des entrepreneurs (44%), souligne également la faible résilience économique de ces acteurs et l'insuffisance de mécanismes de financement adaptés, inclusifs et durables à leur situation. Ces appuis financiers leur permettront de couvrir les charges courantes et maintenir leur activité.

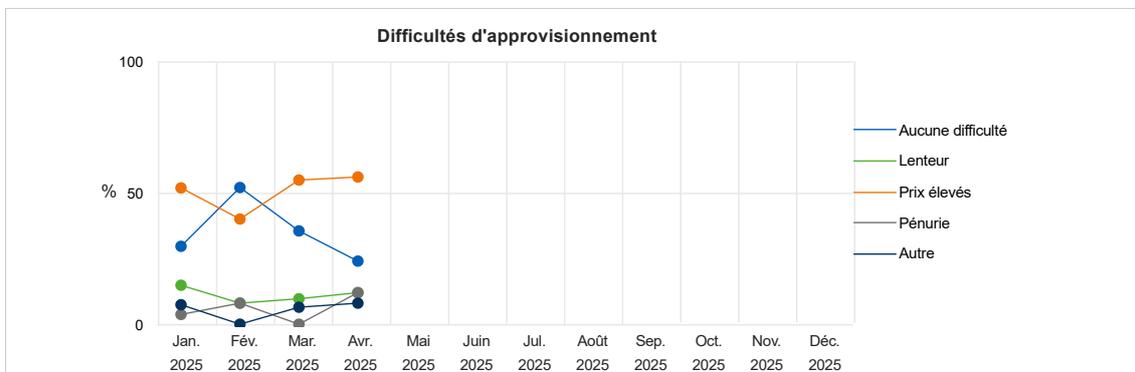


FIGURE 10 - DIFFICULTES D'APPROVISIONNEMENT

En dehors des contraintes liées aux approvisionnements, les entrepreneurs interrogés rencontrent d'autres difficultés. Celles-ci concernent principalement les dettes non-réglées par les clients (39%), la forte compétitivité (30%), l'accès limité aux financements (22%) et le coût élevé de la main d'œuvre locale (22%).

Ces résultats montrent d'une part, la fragilité du tissu économique local et d'autre part, un environnement concurrentiel et rude pour les micro-entreprises. Ainsi, il en ressort l'absence d'un mécanisme de gestion efficace des dettes des clients ou d'une mauvaise pratique commerciale. L'incapacité des entrepreneurs à faire face à cette forte concurrence peut cacher une difficulté à différencier les produits offerts sur le marché local par la qualité, l'innovation et le prix abordable aux communautés ayant déjà un pouvoir d'achat limité. L'accès limité aux mécanismes locaux de financement constitue une contrainte récurrente pour ces micro-entreprises. Ce qui peut freiner les opportunités de croissance et d'investissement et la capacité de gérer les dépenses courantes et d'exploitation. La cherté de la main d'œuvre locale (22%) explique un déséquilibre entre la disponibilité des ouvriers et les moyens financiers des entrepreneurs, ou encore une faible productivité qui rend difficile l'absorption de ce coût.

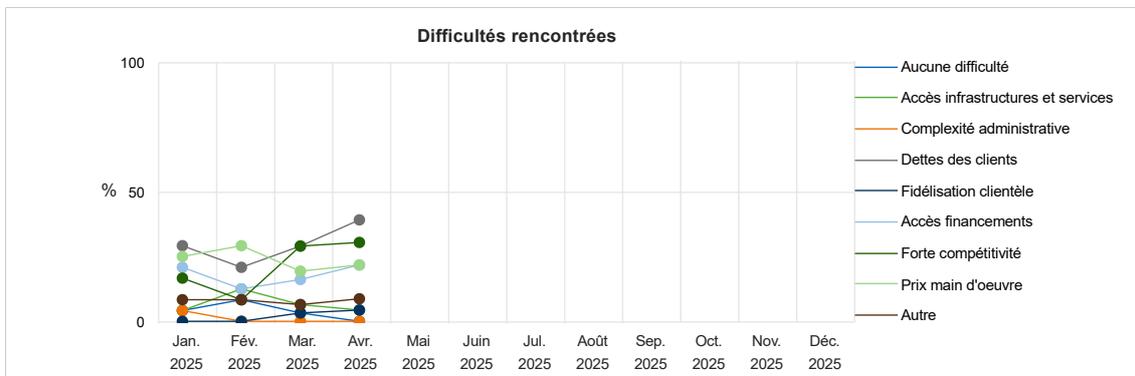


FIGURE 11 – DIFFICULTES RENCONTREES PAR LES ENTREPRISES AUTRES QUE L'APPROVISIONNEMENT

Concernant la gestion et le paiement des créances, les résultats révèlent une légère amélioration des capacités de la majorité des entrepreneurs interrogés (80%) à honorer leurs engagements financiers. De plus, ce progrès renforce la confiance entre les acteurs économiques et contribue à la viabilité des activités économiques au sein des communautés. Toutefois, 20% des entrepreneurs soutenus rencontrent des difficultés à s'acquitter de leurs dettes. Ce qui témoigne d'une vulnérabilité persistante à faire face aux aléas du marché et limitant ainsi leur résilience.



FIGURE 12 - ENTREPRISES EN DIFFICULTES DE PAIEMENT

## AIDES AUX MICRO-ENTREPRISES

Les résultats du sondage montrent que 40% des entrepreneurs interrogés n'ont sollicité aucune aide pour un quelconque investissement. Ce qui peut relever pour ces acteurs, une autonomie financière ou une méconnaissance des dispositifs de financements locaux

existants. Cependant, 44% de ces entrepreneurs sollicitent des subventions additionnelles auprès des ONG. Cette situation montre d'une part, une forte dépendance des acteurs économiques à l'aide humanitaire et d'autre part, des dispositifs de financement moins diversifiés et peu inclusifs. Enfin, l'accès limité aux subventions publiques (8%) souligne quant à lui, la faible articulation entre les dispositifs publics de financement et les besoins des acteurs économiques locaux. Enfin, l'aide familiale (8%) reste un recours traditionnel et fréquent.

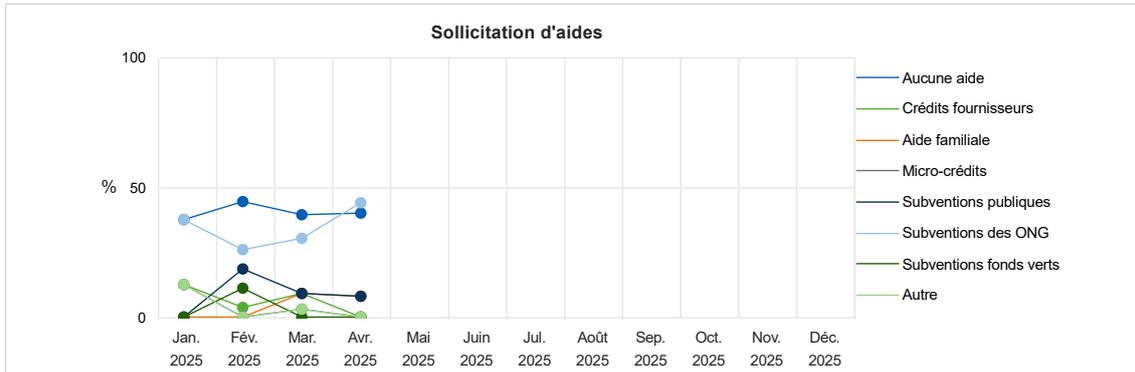


FIGURE 13 - AIDES SOLLICITEES

Les entrepreneurs interrogés déclarent avoir bénéficié de différentes formes d'appui. Cependant, 9% des sondés indiquent ne pas avoir sollicité de l'aide. Ce qui pourrait refléter un manque de confiance ou une méconnaissance des mécanismes disponibles. Environ 32% de ces entrepreneurs ont reçu un appui pour la formalisation de leurs entreprises. Ce qui montre un intérêt pour ces entrepreneurs de s'intégrer dans le tissu économique et saisir les opportunités. Nous notons que 18% de ces entrepreneurs ont eu un accès aux instruments financiers et communautaires. Ce qui reste relativement faible et souligne la nécessité d'élargir l'inclusion financière. Par ailleurs, 32% des sondés déclarent avoir bénéficié d'un appui technique du CFTP de Mberra. Ce qui a permis à ces entrepreneurs de renforcer leurs capacités techniques et d'améliorer leur productivité. En revanche, 6 % de ces entrepreneurs ont rejoint un club d'entrepreneurs locaux, témoignant ainsi un début de structuration des entrepreneurs en réseau, favorable à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, à la solidarité économique et à la création de synergies.

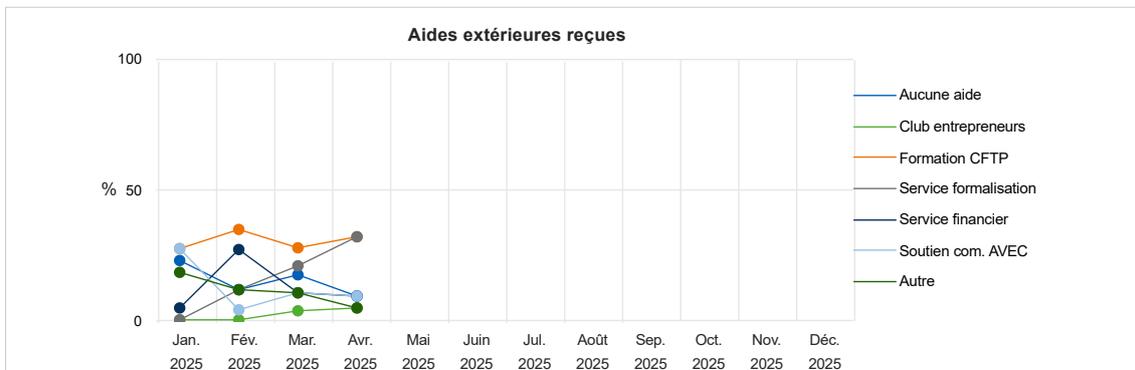


FIGURE 14 - AIDES REÇUES

## OUTILS DE GESTION DES MICRO-ENTREPRISES

La majorité des entrepreneurs (50%) interrogés déclare avoir utilisé les outils de gestion dans le cadre de leurs activités. Cette situation pourrait expliquer une appropriation progressive des compétences ou connaissances en éducation et gestion financière. En revanche, un quart de ces entrepreneurs (20%) n'utilise pas d'outil de gestion d'entreprise bien que ceux-ci soient à leur portée. Ce qui pourrait expliquer un manque de culture entrepreneuriale chez ces entrepreneurs voire un manque d'intérêt pour ces outils. Par ailleurs, 30% de ces entrepreneurs ne disposent d'aucun outil pour la gestion quotidienne de leurs entreprises. Cette situation pourrait se justifier par une méconnaissance de ces outils ou d'une faible efficacité de l'accompagnement ou suivi piloté par ACF et ses partenaires.



FIGURE 15 - UTILISATIONS DES OUTILS DE GESTION

## ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

La majorité des entrepreneurs sondés ont recours au mécanisme communautaire voire traditionnel de constitution d'épargne. Ce système est tourné vers l'épargne personnelle (42%), les AVEC/GEC (8%), les tontines (4%) et autres (4%). Ce recours au mécanisme financier communautaire voire traditionnel peut signifier le faible accès aux services financiers formels, dans les zones rurales. La mobilisation de l'épargne personnelle (42%) reste importante mais peu sécurisée et ne facilite pas souvent la réalisation des investissements à moyen et long terme.

En revanche, la faible proportion du recours aux AVEC/GEC (8%) et aux tontines (4%) peut signifier un accès limité ou un manque de confiance à ces groupes solidaires qui facilitent l'inclusion financière des entrepreneurs ruraux, souvent exclus des dispositifs financiers classiques et formels.

La constitution de ces épargnes représente des filets de sécurité importants pour l'auto-financement immédiat et la gestion des chocs.

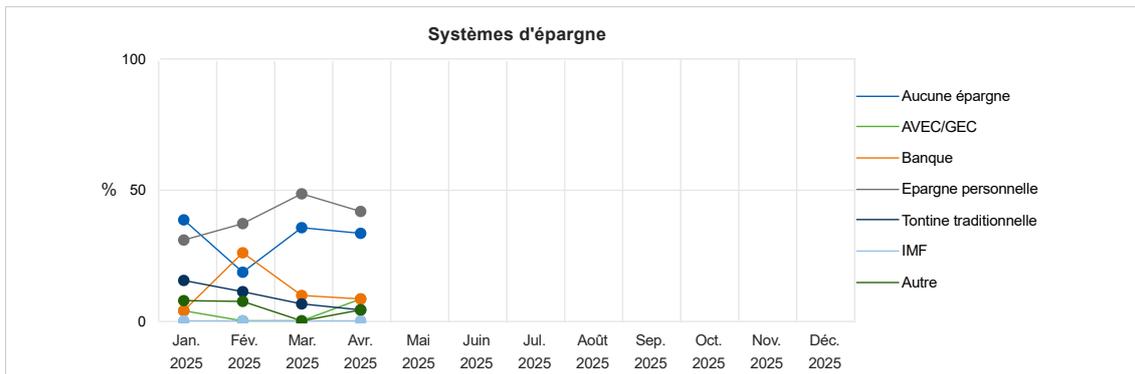


FIGURE 16 - SYSTEME D'EPARGNE UTILISE PAR LES ENTREPRENEUR

Selon les entrepreneurs sondés, la principale source de financement des investissements de leurs micro-entreprises provient des subventions des ONG, à 32%. Cela représente une hausse par rapport au mois précédent et montre un besoin en financement et une dépendance de l'économie locale aux aides extérieures qui rendent vulnérables les micro-entreprises en cas d'arrêt de ces subventions.

En dehors des subventions des ONG, d'autres types de financements sont utilisés par les entrepreneurs interrogés pour le développement de leurs micro-entreprises. Cela touche les micro-crédits (14%), l'apport personnel ou familial (18%), les subventions publiques (5%) et les crédits fournisseurs (5%). Ces différents mécanismes de financement révèlent la volonté des entrepreneurs d'investir dans leurs activités malgré quelques contraintes. La faible part des crédits fournisseurs et des subventions publiques peuvent montrer un accès encore limité à des solutions financières institutionnelles. L'apport personnel et familial est crucial et souligne une forte dépendance aux ressources informelles qui pourraient restreindre les capacités d'investissement, à moyen terme. Par ailleurs, le recours aux microcrédits, en progression (de 3% à 14%), pose la question de l'accès aux produits financiers adaptés aux besoins spécifiques des micro-entreprises rurales.

Cependant, 27% des entrepreneurs déclarent n'avoir réalisés aucun investissement durant cette période. Cette absence d'investissement peut s'expliquer par un accès limité aux financements, une capacité d'épargne limitée ou encore une priorisation des dépenses de subsistance, notamment en cette période de soudure.



FIGURE 17 - SOURCES DE FINANCEMENT UTILISEES POUR LE DEVELOPEMENT

## CONCLUSION

Les résultats du suivi du mois rapporté révèlent une légère amélioration de la rentabilité et de la capacité des entrepreneurs à honorer leurs créances auprès des fournisseurs d'intrants ou de services. Cette amélioration touche les secteurs agricole et artisanal. Cependant, les entrepreneurs interrogés continuent de faire face à d'importants défis systémiques notamment la cherté et la rareté des intrants, la faible utilisation des outils de gestion et le recours aux instruments communautaires financiers peu structurés et sécurisés. Par ailleurs, l'accès au financement classique et formel reste encore limité.

Au regard de ces informations, il est donc souhaitable de renforcer le coaching et le suivi de ces entrepreneurs, de promouvoir la discipline entrepreneuriale et le développement des partenariats locaux ainsi que le développement des instruments financiers locaux, inclusifs et durables.

## RECOMMANDATIONS

Pour améliorer le mécanisme d'accompagnement et de suivi et les performances des microentreprises soutenues, les actions suivantes devraient être envisagés et exécutées :

- Organiser des séances groupées ou individuelles sur l'éducation et la gestion financière d'une micro-entreprise ;
- Faciliter le développement des partenariats entre les dispositifs de financement formel et les instruments communautaires financiers ;
- Renforcer l'accompagnement technique, la structuration des filières d'élevage et faciliter l'accès aux intrants de qualité à moindre coût ;
- Renforcer les capacités de gestion et la structuration des mécanismes financiers communautaires et leur articulation avec des dispositifs formels de financement ;
- Faciliter la mise en place des initiatives groupées d'achats d'intrants afin de maximiser les coûts d'approvisionnement ;
- Faciliter le développement des affaires entre les entrepreneurs et les fournisseurs locaux pour garantir l'accès durable et stable aux intrants ;
- Expérimenter la mise en place d'une caisse de résilience pour renforcer les capacités des entrepreneurs à faire face aux chocs économique, climatique voire social.

## INFORMATIONS ET CONTACTS

Pour plus d'informations merci de visiter les sites :

- [www.sigsahel.info](http://www.sigsahel.info) pour accéder aux bulletins

Pour obtenir plus d'informations sur les données ou les méthodes utilisées, veuillez contacter :

- Idriss Niang (ACF-Mauritanie) – [iniang@mr.acfspain.org](mailto:iniang@mr.acfspain.org)
- Aliou Wane (ACF-Mauritanie) – [awane@mr.acfspain.org](mailto:awane@mr.acfspain.org)
- Rotam Kameldy (ACF-Mauritanie) – [rkamledy@mr.acfspain.org](mailto:rkamledy@mr.acfspain.org)
- Chérif Assane Diallo (ACF-ROWCA) – [cadiallo@wa.acfspain.org](mailto:cadiallo@wa.acfspain.org)
- Eve-Marie Lavaud (ACF-ROWCA) – [elavaud@wa.acfspain.org](mailto:elavaud@wa.acfspain.org)
- Erwann Fillol (ACF-ROWCA) – [erfillol@wa.acfspain.org](mailto:erfillol@wa.acfspain.org)

## FINANCEMENTS

Ce projet est rendu possible par le financement du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

